

Un seul choix: bonapartisme ou Constituante

Dans son édition du 14 octobre 2014, le journal *le Monde* titrait en une : « Pourquoi le système politique français est à bout de souffle ». On ne peut que se féliciter de voir un tel organe de presse faire enfin une analyse critique d'une situation politique en naufrage avancé. Hélas, la suite n'est pas à l'aune de ce titre accrocheur : cette même manchette met en exergue l'ineffable Jacques Attali, qui, une fois de plus, va tenter de donner le *la* pour critiquer une situation dont le moins qu'on puisse dire est qu'il en partage la responsabilité.

La méthode n'est pas neuve, qui consiste à récupérer la contestation pour en atténuer les effets. Mais s'il est vrai, ainsi que l'indique le journal du soir, qu'il existe une « *défiance inédite entre les Français et leurs élites* », il est plus que temps de sortir des discours convenus, litanie facile pour maîtriser les interprétations.

Et tout d'abord les mots. « Élite » est l'un des vocables les plus utilisés par les discours... des élites, façon de se parler à soi-même sans doute. Mais façon de faire oublier qu'une élite n'a de sens que par la reconnaissance que lui accorde une partie substantielle du peuple. Que le discours anti-élites soit une démagogie facile, souvent utilisée par les extrêmes, ne change rien au fait que la direction intellectuelle et morale du pays est en crise et qu'une minorité hors sol ne peut plus continuer d'expliquer la vie à ceux qui en sont privés.

« **Peuple** » est un autre de ces mots passe-partout dont l'utilisation commode permet souvent de trouver une légitimité sans vérification. Pour certains, il est le repoussoir des pulsions dangereuses. Pour d'autres, à l'inverse, il est porteur des vertus d'avenir, surtout si on le délimite arbitrairement par des définitions qui justifient ceux qui les



André Bellon
Président
de l'Association
pour une
Constituante,
ancien
président de
la Commission
des affaires
étrangères
de l'Assemblée
nationale.

formulent : peuple/classe pour les uns, peuple/ethnie pour les autres, mythique peuple européen pour d'autres encore, ce dernier d'ailleurs validé sans qu'on demande leurs avis aux peuples censés le composer. Ces difficultés quant aux définitions sont en fait une expression de la crise de la démocratie, chacun voulant présenter celle-ci dans le sens de ses intérêts, de sa vision du monde, lui ôtant ainsi sa pertinence profonde. Pour sortir de l'impasse, il n'existe donc que l'alternative « bonapartisme ou Constituante ».

La première des branches de ce choix consiste à officialiser une direction politique autoritaire qui impose ses idées au nom de la « bonne gouvernance » et des intérêts économiques dominants ; cela a déjà été le cas lors de la ratification du traité de Lisbonne, bafouant le vote des Français et des Néerlandais lors des référendums sur le traité constitutionnel européen.

Sur le plan européen, les structures y prédisposent – n'est-ce pas le Parlement européen qui a déclaré qu'il ne fallait pas tenir compte des votes français et néerlandais ? –, d'autant que les principaux idéologues de la construction européenne considèrent que les votes des citoyens ne sont qu'un élément de légitimation du pouvoir et les peuples des lobbies parmi d'autres.

Sur le plan national, les institutions facilitent ce dérapage autoritaire, ceci expliquant peut-être pourquoi le Front national ne se bat pas

pour les remettre en cause. Si le bonapartisme ramène à la droite extrême ou à l'extrême droite, la gauche n'est pas imperméable au culte de l'homme providentiel, comme le montrent les scrutins présidentiels et les jeux de personnalisation médiatique, par nature dépolitisants.

La deuxième branche de l'alternative consiste à réaffirmer les principes de base qui fondent la démocratie, principes toujours affirmés et de plus en plus bafoués. Selon l'article 3 de la Constitution française, « *la souveraineté nationale appartient au peuple...* ». Il existe donc une souveraineté nationale dont le détenteur est le peuple. Pour sortir de la crise, il faut revenir à l'exercice de la souveraineté populaire, à la fois pour reconstruire le pouvoir politique national et repenser les engagements européens.

Les réformes institutionnelles nécessaires ne sauraient émaner ni d'offices d'experts ni de consultations organisées à la va-vite sur Internet entre activistes des réseaux sociaux. Elles doivent être l'émanation du corps social dans son ensemble et traduire la réappropriation par les citoyens de ce bien commun que représente la vie publique, au-delà de toute chapelle, de tout groupement politique particulier ou de toute aventure personnelle. Tel est le véritable sens de l'élection d'une Assemblée consti-

tuante au suffrage universel, seule solution démocratique, pacifique et rassembleuse face aux défis économiques, sociaux et géopolitiques de l'instant. ◀

Pour sortir de la crise, il faut revenir à l'exercice de la souveraineté populaire. Tel est le sens d'une Assemblée constituante.